



La crise asiatique et l'Afrique subsaharienne

La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont échappé dans une grande mesure aux effets de la crise asiatique. À quoi tient ce résultat? Que devraient faire ces pays pour réduire la pauvreté et accélérer la croissance économique dans un contexte mondial plus incertain?

Elliott Harris

LA SECOURSSE financière qui a frappé d'abord plusieurs pays d'Asie au milieu de 1997, puis a gagné rapidement d'autres économies pour devenir une crise financière internationale, a profondément marqué de nombreux pays à marché émergent. Les sorties massives de capitaux à court terme venus d'Asie ont soumis leurs monnaies à des pressions intenses et débouché sur de fortes dépréciations. Étant donné que les banques de ces pays étaient fort vulnérables au risque de change en raison de l'ampleur des emprunts à court terme en devises, les secteurs financiers nationaux ont été eux aussi sérieusement éprouvés. Sous l'effet cumulé de ces revers, ces économies se sont enfoncées dans la récession, dont seules quelques-unes commencent de sortir à présent.

La contraction brutale des économies directement touchées et la réduction de la demande mondiale ont contribué à la chute des cours internationaux de produits de base tout en déprimant davantage les prix des produits pétroliers, qui ont fléchi d'environ 30 % depuis douze mois. La crise internationale n'a touché sérieusement qu'un seul pays d'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Sud, où elle a été introduite par les flux financiers. Dans les autres pays de la région, elle s'est fait sentir principalement sous forme de chocs commerciaux. Cependant, exception faite de tous les exportateurs de pétrole, le repli récent des cours des produits primaires s'est soldé par des effets relativement mineurs. À quoi l'Afrique subsaharienne doit-elle cette issue plus favorable, qui contraste avec le recul général, et quelles en seront les conséquences pour les programmes de ces pays dans les années à venir?

L'évolution en Asie de l'Est et en Afrique

Les résultats impressionnants que de nombreux pays d'Asie de l'Est ont obtenus au cours des trente dernières années en matière de croissance et de lutte contre la pauvreté s'expliquent, en partie du moins, par le succès de la libéralisation des économies et de leur intégration aux marchés mondiaux de biens, de services et de capitaux. Cependant, les résultats sont moindres sur le plan de la lutte contre certaines faiblesses structurelles, telles que l'insuffisance de la supervision prudentielle et de la réglementation du secteur financier, le manque de transparence des administrations publiques et des entreprises et la rareté des données économiques fiables et récentes — en particulier dans le cas du secteur privé. Ces insuffisances, aggravées dans certains pays par des politiques de taux de change inadaptées, ont intensifié la prise de conscience qu'a provoquée chez les investisseurs la montée des déficits du budget et des transactions courantes. Du fait même que ces économies étaient très ouvertes aux capitaux à court terme, elles étaient particulièrement vulnérables aux brusques reflux déclenchés par la perte de confiance.

Il est fort possible que, si les pays d'Afrique ont échappé pour l'essentiel à la crise financière, c'est *parce que* leurs marchés étaient moins ouverts aux échanges mondiaux, et en particulier aux capitaux privés, que ceux d'autres régions. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les marchés de capitaux restent pour l'essentiel embryonnaires, et beaucoup de systèmes bancaires nationaux ne commencent qu'à sortir d'une crise prolongée. En raison de faiblesses économiques sous-jacentes et de la persistance du contrôle

Afrique subsaharienne

Effets de la crise mondiale et des variations des cours des produits de base, 1998

	Effets des variations des prix du pétrole	Effets des variations des cours d'autres produits de base	Autres effets de la crise	Effet total de la crise
(En pourcentage)				
Croissance du PIB réel				
Afrique subsaharienne	0,0	-0,1	-0,3	-0,3
Pays exportateurs de pétrole	-0,3	-0,0	-0,2	-0,5
Pays importateurs de pétrole	0,2	-0,1	-0,3	-0,3
Revenu réel				
Afrique subsaharienne	-1,7	-0,2	-0,2	-2,1
Pays exportateurs de pétrole	-7,1	-0,1	-0,0	-7,2
Pays importateurs de pétrole	0,4	-0,2	-0,3	-0,1
Solde des transactions courantes				
(Variation en pourcentage du PIB)				
Afrique subsaharienne	-2,6	-0,1	0,1	-2,6
Pays exportateurs de pétrole	-10,3	-0,1	-0,1	-10,5
Pays importateurs de pétrole	0,5	-0,2	0,2	0,5
Solde budgétaire total				
Afrique subsaharienne	-1,9	0,0	-0,1	-2,0
Pays exportateurs de pétrole	-6,9	-0,1	-0,0	-6,9
Pays importateurs de pétrole	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Indice des termes de l'échange				
(Variation en pourcentage)				
Afrique subsaharienne	-7,4	-0,5	0,2	-7,7
Pays exportateurs de pétrole	-28,4	-0,6	0,0	-29,0
Pays importateurs de pétrole	0,9	-0,5	0,3	0,7

Source : Département Afrique du FMI

Note : Il s'agit de tous les pays se trouvant au sud du Sahara, à l'exception de Djibouti, de la Mauritanie et de la Somalie. Les chiffres ont été arrondis à la décimale la plus proche. Les 0,0 n'indiquent pas nécessairement une valeur nulle.

des mouvements de capitaux, la plupart des pays n'ont pas pu attirer des montants considérables de fonds privés. En outre, leur dette extérieure privée étant fort réduite et leur dette publique essentiellement à long terme, ces pays n'ont guère accumulé les engagements qui se sont révélés si préjudiciables à certaines économies de l'Asie de l'Est. En dépit de la faiblesse des systèmes bancaires nationaux, l'ensemble de facteurs qui a contribué à la crise bancaire asiatique était donc absent en Afrique. Enfin, bien que les pays d'Afrique souffrent encore des insuffisances structurelles susmentionnées à propos de l'Asie de l'Est, beaucoup ont connu une amélioration sensible de leurs données macroéconomiques fondamentales, notamment les politiques de taux de change et de taux d'intérêt, au cours des cinq dernières années.

Les effets sur l'Afrique subsaharienne

En octobre 1998, le Département Afrique du FMI a chiffré les effets directs des variations des cours des produits primaires et d'autres effets de la crise mondiale sur diverses projections relatives à 1998 : croissance du PIB réel, revenu réel, solde budgétaire total, solde des transactions courantes et termes de l'échange des pays d'Afrique subsaharienne. Les effets indirects ou secondaires, par exemple l'évolution de la demande intérieure provoquée par les variations du revenu réel liées à la crise, n'ont pas été pris en compte explicitement. Une distinction a été établie entre les mouvements des variables macroéconomiques dus au recul des prix du pétrole, aux variations d'autres cours de produits de base et à d'autres effets de la crise, afin de faire ressortir la forte opposition entre l'impact négatif très marqué qu'a eu la crise sur les pays exportateurs de pétrole et ses effets beaucoup plus limités sur les autres pays.

Évaluation globale. Divers effets de la crise sur l'Afrique subsaharienne, en particulier ceux de la baisse des cours des produits de base, sont résumés au tableau ci-contre. Par rapport aux projections du scénario de référence pour 1998 préparé en vue des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (octobre 1997), le recul est d'environ un tiers de point de pourcentage pour le PIB réel et de 2,1 points pour le revenu réel. Le déficit des transactions courantes se creuse de 2,5 points, atteignant 5,8 % (14,7 milliards de dollars) du PIB calculé sur la base de la parité de pouvoir d'achat, tandis que le déficit budgétaire total passe de 2,5 % à 4,5 % du PIB. Enfin, les termes de l'échange se dégradent de 7,7 %, alors que le scénario prévoyait une amélioration de 0,7 %.

Ces chiffres dissimulent des différences considérables entre les pays de la région, selon qu'ils exportent ou importent du pétrole. S'agissant des exportateurs (Angola, Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Nigéria), la croissance du PIB réel baisse de 0,3 point et celle du revenu réel de 7,2 points, le déficit des transactions courantes augmente d'environ 7 milliards de dollars (10,5 % du PIB), et le solde budgétaire total et les termes de l'échange se détériorent de 7,3 % et d'environ 29 % du PIB, respectivement. Par contre, dans

les pays importateurs de pétrole (le reste de l'Afrique subsaharienne), l'effet exercé sur le PIB réel et le revenu réel est légèrement positif, le solde des transactions courantes s'améliore de 0,5 point du PIB, tandis que le solde budgétaire total ne se dégrade que marginalement et que les termes de l'échange s'améliorent légèrement.

L'interprétation des résultats

Les marchés de capitaux de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne étant rudimentaires et les apports de capitaux privés relativement limités, seule en fait l'Afrique du Sud a été touchée par la crise asiatique (voir la section suivante). Par conséquent, dans le reste de l'Afrique subsaharienne, l'impact de la crise internationale a surtout consisté en la baisse des cours de produits de base essentiels autres que le pétrole, par exemple le coton, le bois d'oeuvre, la vanille, le sucre, le cobalt, l'aluminium, le nickel, le tabac et l'or. Dans certains pays, toutefois, la hausse des cours d'autres produits de base essentiels, tels que le café, le cacao et le thé, a atténué les effets négatifs des baisses susmentionnées. En outre, la répercussion de l'évolution internationale des cours des produits de base a été souvent freinée en 1998 par le recours à des contrats de vente à terme, qui ont aidé à neutraliser en partie les baisses de cours les plus récentes (par exemple celle du coton). Les variations des cours des produits de base autres que le pétrole se sont donc soldées en Afrique subsaharienne par des effets relativement réduits.

En revanche, la baisse de 30 % des prix du pétrole a eu un impact marqué. Dans les pays importateurs, les économies qu'elle a entraînées ont compensé, et au-delà, les pertes éventuelles provoquées par le recul des cours d'autres produits de base et par d'autres conséquences négatives de la crise. De ce

**L'AFRIQUE DU SUD
ÉTAIT LE SEUL
PAYS D'AFRIQUE
SUBSAHARIENNE
PLEINEMENT
EXPOSÉ À
LA CONTAGION
DE LA CRISE
FINANCIÈRE
MONDIALE.**

fait, l'effet net exercé sur les soldes de leurs transactions courantes et leurs termes de l'échange a été positif. Par contre, dans les pays exportateurs de pétrole, le vif repli du produit des exportations et des recettes budgétaires a été aggravé par les variations des cours d'autres produits de base et, dans certains cas, par la contraction de la demande d'autres grandes exportations.

D'autres conséquences de la crise ont été relativement secondaires dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, car les débouchés asiatiques sont rarement importants pour eux (par exemple, le commerce de la région avec l'Union européenne représentait en 1997 plus du quadruple de la valeur des échanges avec l'Asie). La crise n'en a pas moins eu des effets tangibles sur certains plans. Ainsi, des producteurs de textile asiatiques parvenant difficilement à obtenir des lignes de crédit, la passation de contrats d'achat avec des producteurs de coton subsahariens a pris parfois du retard. De même, la demande asiatique de feuillus (provenant par exemple du Cameroun, du Gabon, de la Guinée équatoriale, du Mozambique et de la République Centrafricaine) a reculé nettement. La crise asiatique a eu aussi pour effet d'affaiblir la demande mondiale de diamants, dont l'Asie représente le tiers environ, ce qui a amené les producteurs africains à instaurer un contingentement qui réduira probablement les exportations de l'Afrique du Sud, du Botswana, de la République démocratique du Congo et de la Namibie de 5 à 6 % en 1998.

L'Afrique du Sud, un cas spécial

Seul pays d'Afrique subsaharienne à disposer d'un marché des capitaux moderne et à recevoir un montant considérable de capitaux privés, l'Afrique du Sud était de ce fait le seul à être pleinement exposé à la contagion de la crise financière mondiale. Le fléchissement de la confiance des investisseurs en mai 1998 et les pressions à la baisse qu'il a exercées sur le rand ont été aggravés par les interventions massives des autorités sur les marchés des changes et par le manque de constance de la politique monétaire. De ce fait, dès juillet, le rand avait baissé de 14 % par rapport au dollar, et les rendements obligataires s'étaient accrus fortement, tandis que les cours des actions diminuaient. Depuis lors, toutefois, la politique monétaire a été renforcée, et les pouvoirs publics se sont abstenus de réintervenir sur le marché des changes. En septembre 1998, le rand avait augmenté d'environ 10 % par rapport à son bas niveau sans précédent de la dernière semaine d'août, les cours des obligations s'étaient redressés sensiblement, et les cours des actions s'étaient stabilisés.

La hausse sensible des taux d'intérêt, le ralentissement économique observé dans les pays partenaires et l'assèchement des flux de capitaux ont contribué à réduire la croissance économique en Afrique du Sud — on estime qu'elle a baissé de 0,6 point en 1998 sous l'effet direct de la crise mondiale. Par contre, le solde des transactions courantes se serait amélioré légèrement, en raison de la baisse des prix du pé-

trole et d'une évolution favorable des termes de l'échange (à l'exception de l'or), tendance favorable qui devrait se poursuivre du fait des conséquences qu'exercent sur la demande globale la dépréciation de la monnaie et la hausse considérable des taux d'intérêt.

Que doivent faire les pays d'Afrique?

Dans l'ensemble, l'impact net négatif de la crise sur le solde des transactions courantes se serait situé en 1998 entre 1,0 et 2,5 points de pourcentage du PIB dans neuf pays d'Afrique subsaharienne importateurs de pétrole, mais il aurait été nettement plus faible (voire dans certains cas positif) dans tous les autres pays de cette catégorie. On estime que la crise n'a eu un effet budgétaire négatif supérieur à 0,2 point du PIB que dans quatre pays importateurs de pétrole. Par

conséquent, la plupart des pays importateurs de pétrole devraient être en mesure de surmonter les effets exercés par la crise internationale en 1998 en opérant des ajustements budgétaires relativement faciles à réaliser, renforcés par un certain recours aux réserves internationales, ou en accroissant le financement intérieur et extérieur du déficit. Il est donc improbable que le processus d'ajustement macroéconomique, d'assainissement budgétaire et de réformes structurelles qui est en cours depuis plusieurs années dans nombre de ces pays ne se poursuive pas.

En revanche, la chute de 30 % des prix du pétrole observée depuis la fin de 1997 signifie que les exportateurs de pétrole vont voir le solde de leurs transactions courantes se dégrader à raison de 10 à 25 % du PIB nominal, à la seule exception du Cameroun, dont les exportations sont plus diversifiées. Si la perte de recettes budgétaires n'est que de 1 % du PIB au Cameroun et au Gabon, elle atteint pas moins de 10 % en Angola. En outre, étant donné la conjoncture mondiale actuelle, il est improbable que les prix du pétrole retrouvent leurs niveaux antérieurs dans un avenir prévisible. Les pays exportateurs de pétrole doivent donc opérer un ajustement intérieur considérable, car un recours supplémentaire au financement serait inopportun et alourdirait un endettement extérieur déjà excessif.

Les pays pétroliers de la zone franc CFA — Cameroun, République du Congo et Gabon — ayant une monnaie commune et, de plus en plus, une politique commerciale commune, ils ne peuvent ni déprécier leur monnaie, ni recourir de manière indépendante aux moyens traditionnels de redistribution des dépenses, tels que les droits de douane, les contingents ou les subventions à l'exportation. L'ajustement nécessaire devra donc provenir essentiellement des finances publiques et prendre la forme d'une hausse des recettes fiscales obtenue principalement en élargissant les bases d'imposition, d'une réduction des dépenses publiques et d'un nouveau durcissement des conditions monétaires intérieures. Le recours aux réserves représente un moindre danger pour les pays exportateurs de pétrole de la zone franc CFA, dont les

réerves internationales sont mises en commun. Les autres pays exportateurs de pétrole de la région pourraient disposer d'une plus grande marge de manoeuvre pour déterminer l'équilibre nécessaire entre les politiques monétaire et budgétaire en vue de parvenir à l'ajustement, encore qu'une certaine dépréciation du taux de change s'imposera peut-être pour éviter un prélèvement excessif sur les réserves internationales ou pour atténuer la contraction exercée par des politiques monétaires restrictives. Cependant, dans ces pays aussi, un durcissement très marqué de la politique budgétaire sera probablement inévitable.

Les programmes d'ajustement soutenus par le FMI qu'ont adoptés de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont été négociés assez récemment, et de nouveaux accords annuels avec le FMI seront bientôt conclus dans d'autres pays. Par conséquent, les projections les plus récentes relatives aux cours des produits de base, ainsi qu'à tout autre effet direct ou indirect de la crise, ont été, ou seront bientôt, prises en compte au moment de la préparation des programmes. Selon toute vraisemblance, l'impact négatif relativement faible de la crise peut être absorbé dans les programmes actuels grâce à l'augmentation des financements bancaires intérieurs, à un certain assouplissement des objectifs relatifs aux réserves internationales et aux soldes budgétaires et, au besoin, à un recours accru au financement extérieur. Là où des programmes n'existent pas, le FMI est prêt



M. Elliott Harris est Assistant du Directeur du Département Afrique du FMI.

à aider les pays à mettre au point les mesures d'ajustement nécessaires, en fournissant au besoin son concours financier dans le cadre de programmes soutenus par lui, afin de faciliter le processus d'ajustement.

Conclusion

L'intégration relativement limitée de l'Afrique subsaharienne à l'économie mondiale a certes pu préserver la région du plein impact de la crise internationale, mais la situation actuelle n'est pas soutenable. Ces pays doivent attirer des capitaux privés afin de suppléer à la faiblesse de leur épargne intérieure et de financer des taux d'investissement beaucoup plus élevés, s'ils veulent, comme l'ont fait des pays d'Asie, accélérer leur croissance économique et réduire la pauvreté dans des délais relativement courts.

La récente crise internationale n'en a pas moins fait ressortir quelques-uns des risques de la mondialisation et montré qu'il faut mener la libéralisation en apportant l'attention voulue aux données macroéconomiques fondamentales, à la solidité du secteur financier et à la bonne gestion des affaires publiques. Lorsque les pays d'Afrique subsaharienne mèneront à bien les politiques nécessaires, la prise en compte de ces enseignements devrait leur permettre d'éviter quelques-unes des erreurs qu'ont commises des pays d'autres régions, ainsi que de maximiser les avantages qu'ils tirent de la mondialisation. **F&D**

INTERNATIONAL DEBT MANAGEMENT

DISPONIBLE EN ANGLAIS, ESPAGNOL ET FRANÇAIS
POUR DE PLUS AMPLES DÉTAILS, VISITEZ NOTRE SITE WEB

NOUVELLE VERSION!

COPIE D'ESSAI

Le logiciel de gestion de dettes le plus sophistiqué du monde et le plus facile à utiliser



DEBT-PRO

- Nouvelles options de financement
- Options de restructuration de la dette
- Analyses des valeurs actualisées et de l'élément dons
- Financement de la balance des paiements
- Financement du déficit budgétaire national
- Ratios de viabilité de la dette, y compris les mesures budgétaires
- Données présentées prêt par prêt
- Intrants et extrants flexibles

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

International Debt Management • 12521 Palatine Court, Potomac, MD 20854 U.S.A.

Téléphone et Télécopie: 1 (301) 299-4885 ou 1 (301) 983-4851 • Messagerie électronique: info@idm-debtpro.com •

Internet: www.idm-debtpro.com